

## À LA CLINIQUE MUTUALISTE DE GRENOBLE, LE TON MONTE AUTOUR DES PRATIQUES MANAGÉRIALES DE DOCTEGESTIO

---

**DÉCRYPTAGE – À Grenoble, Doctegestio a repris le groupement hospitalier mutualiste avec un plan de mesures d'économies à la clé. Mais ses pratiques managériales pour y parvenir inquiètent les représentants du personnel et interpellent l'inspection du travail. La Métropole de Grenoble, opposée à cette cession et qui avait brandi la menace de faire valoir son droit de préemption, devrait se prononcer le 1<sup>er</sup> décembre.**



Moins de deux mois après la reprise du groupement hospitalier mutualiste (GHM) à Grenoble par Doctegestio, l'ambiance n'est guère au beau fixe dans les couloirs de la clinique mutualiste. La cession des parts d'Adrea à cette holding familiale détenue par Bernard Bensaïd et qui s'est diversifiée tout à la fois dans l'immobilier, le tourisme social et familial ou la reprise d'établissements médical-sociaux en difficulté, est en train de tourner au vinaigre.

Depuis plusieurs semaines, la direction du groupe a en effet entrepris de revoir l'organisation interne du GHM. Modifications de plannings, renégociation de contrats, changement de logiciels et de messageries. Au prix parfois de pistes de réflexion... étonnantes. L'idée a ainsi un temps été avancée de couper court aux achats de poches de sang de l'EFS... jugés trop chers. La piste a vite été abandonnée mais pour le personnel, la crainte est réelle.

**« On n'est pas dans l'économie sociale et solidaire mais dans le business »**

« Il n'y connaît rien et fait n'importe quoi », résume une salariée du GHM. « Bernard Bensaïd, c'est un économiste novice en santé. Il veut plaquer son modèle sur la santé, souligne Thierry Carron, le délégué Force ouvrière au GHM. On n'est pas dans l'économie sociale et solidaire mais dans le business ».

C'est que le président de Doctegestio s'est, en France, posé comme le sauveur d'établissements en

difficulté. A son actif ? La reprise de près de 290 structures dans le sanitaire, le médico-social et le social dont dix cliniques et hôpitaux. Avec l'assentiment, voire le soutien des pouvoirs publics ? Interpellé sur la vente du GHM, le ministre de la Santé Olivier Véran a botté en touche.



— Pour racheter la clinique mutualiste, Doctegestio s'est allié avec Icade, la filiale de la Caisse des dépôts et consignations. DR

Reste que pour racheter la clinique mutualiste, Doctegestio s'est allié avec Icade, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, le bras armé financier de l'État. Et elle a mis 47 millions d'euros sur la table pour racheter les murs du GHM quand Doctegestio se chargeait de reprendre l'activité.

### **Une concentration des pouvoirs et des décisions aux seules mains de Bernard Bensaïd ?**

Avec quelle finalité ? À Grenoble, certains s'inquiètent des desseins de Bernard Bensaïd, présenté comme concentrant entre ses mains les pouvoirs de décision. Président de Doctegestio, Bernard Bensaïd est, de fait, président de l'union mutualiste qui préside aux destinées du GHM. Comme il est président de Doctocare et de Mutuelle de France du Var, les deux mutuelles qui ont remplacé Adrea et la Mutuelle de France de l'Isère pour gérer le GHM.

L'ex-directeur général par intérim, également directeur des opérations, est sur le départ. D'après nos informations, l'absence de projet médical n'y serait pas pour rien.



— Bernard Bensaïd, président de Doctegestio, du GHM, de Doctocare et de la Mutuelle du Var. Une concentration des pouvoirs dénoncée par beaucoup – DR

Quel est le projet pour le GHM ? Nous avons interpellé le groupe à ce sujet. Pour l'heure sans réponse. En attendant, le personnel a été doté de téléphones professionnels, avec appli de géolocalisation.

De nouveaux logiciels de messagerie ont été installés. Autant de décisions prises en passant outre les instances du personnel. Le CSE, qui n'a jamais été consulté, a sonné l'alerte.

En vain ? « *Mardi prochain [le 2 décembre, ndlr], on a appris qu'il allait changer les personnels d'astreinte, continue Thierry Carron. Tout sera sur le Drive de Google. Or, les salariés ne le maîtrisent pas. Et tout ça doit se discuter en CSE !* »

### **Le président de Doctegestio interpellé par l'inspection du travail concernant le GHM**

Résultat ? Le syndicat se prépare à porter plainte pour délit d'entrave. Ce n'est pas le seul couac dans l'organisation du travail. Le 12 novembre, l'Inspection du travail s'est fendue d'un courrier au président du conseil d'administration du GHM, Bernard Bensaïd. Lui demandant « *de placer sans délais vos salariés du GHM dont les activités sont télétravaillables en télétravail* ».

Le 2 novembre, le président de Doctegestio avait dans un mail demandé au personnel administratif de rester à leur poste de travail « *par solidarité* » avec les personnels en première ligne.



— Pour le maire de Grenoble et le président de la Métropole, Doctegestio est une » imposture » © Patricia Cerinsek

Ce n'est pas la première fois que le groupe est mis en cause pour ses pratiques managériales. A Saint-Lô, le personnel paramédical de la polyclinique dénonce les conditions de travail. Au Mans, des aides à domicile ont gagné leur procès aux Prud'hommes contre l'Amapa, l'association médico-sociale de Doctegestio « *retenue pour expérimenter la mise en œuvre de prestations de suppléance à domicile du proche aidant* ».

En Haute-Savoie, le maire de Saint-Gervais s'en est publiquement pris au président de Doctegestio. En Isère, DG Holidays, dont le gérant est Bernard Bensaïd, est l'exploitant du domaine de l'Arselle à Chamrousse. Elle a en décembre 2019 été condamnée par le tribunal de grande instance de Grenoble pour défaut de paiement de loyers. Et d'après nos informations, Poppin's, autre société gérée par Bernard Bensaïd, également basée à Chamrousse, serait en indécence avec la mairie de la station de ski pour défaut de paiement de taxe de séjour.

### **Doctegestio et GHM , une « imposture » pour le maire et le président de la Métro**

Doctegestio racle-t-elle les fonds de tiroirs ? « *La situation financière de cette structure est tout sauf florissante* », soulignaient sur Place Gre'net en octobre dernier le maire de Grenoble Éric Piolle et le

président de la Métropole Christophe Ferrari. « Des résultats d'exploitation négatifs depuis deux ans, une croissance interne moribonde, une trésorerie nette plus que faible... Ce qui fait de ce groupe une imposture qui entend reprendre sans peine un établissement demandant stabilité et robustesse. »



— Le président de la Métropole de Grenoble ne cache pas son opposition à la reprise du GHM par Doctegestio. Mais pour l'heure, le droit de préemption n'a pas été activé


A plusieurs reprises, la Métro, qui a toujours clamé son opposition à la reprise de la clinique mutualiste par Doctegestio, a agité la possibilité de faire valoir son droit de préemption. Et donc de reprendre les murs. Reste à savoir quoi et qui mettre dedans... A ce jour, la Métro n'a pas fait (encore) connaître sa décision de ce qui est vu par le personnel comme la solution de la dernière chance. Elle avait deux mois pour le faire et devrait se positionner ce 1<sup>er</sup> décembre.

« On veut la préemption car on ne veut pas que Bernard Bensaïd aient les mains libres, souligne Thierry Carron. On veut un contrôle par la Métro ». Car le GHM est un acteur incontournable dans l'offre de soins sur le territoire. A elle seul, la clinique mutualiste de Grenoble peut se targuer de prendre en charge une centaine de patients Covid, contre trois cents pour le CHU.


PATRICIA CERINSEK

1 Sollicité à ce sujet, le groupe n'avait, à la publication de l'article, pas répondu à nos sollicitations.

## COMMENTAIRES

 **kaplan**  
30/11/2020  
22:52

c'est bon signe...

 **Lasavanne**  
30/11/2020  
13:59

😊 pour le volet changement de logiciel cela fait des années que rien n'avait été fait sur certains sujet, les investissements ayant été bloqués.

C'est normal quand un groupe change de changer l'informatique, au moins pour homogénéiser. Il y aura toujours des râleurs à tous changements, mais il faut avoir conscience qu'une partie du SI datait des années 90... et que pas mal de choses étaient faites à la main.

Alors oui, le changement de gestion va piquer. Dans le public on gère les absences, dans le privée la présence.



**PC**

30/11/2020  
14:22

Comme précisé dans l'article, ce n'est pas tant le changement (de logiciel) qui pose question mais le fait de court-circuiter les instances représentatives du personnel.